

JOHANNESBURG (AFP)

Noxolo Nogwaza, 24 ans, membre de l'Ekurhuleni Pride Organising Committee (Epop), un groupe de défense des droits des homosexuels de la banlieue est de Johannesburg, a été lapidée à mort dans le township de Kwa Thema le 24 avril, selon la police.

Human Rights Watch affirme que des éléments de l'enquête montrent que Noxolo Nogwaza a été visée parce qu'elle était lesbienne, ajoutant que son meurtre "semble être le dernier d'une épidémie de brutales attaques homophobes".

"La mort de Nogwaza est le dernier d'une longue série de crimes sadiques visant les lesbiennes, les homosexuels et les transsexuels en Afrique du Sud", a déclaré dans un communiqué Dipika Nath, un chercheur associé au groupe de défense des droits de l'Homme.

Mais le porte-parole de la police Tshisikhawe Ndou a indiqué à l'AFP que les enquêteurs ne considéraient pas à ce stade ce meurtre comme un crime haineux.

"Nous n'avons pas de preuves pour conclure que le crime a été commis en raison de son orientation sexuelle. Nous enquêtons uniquement pour assassinat et viol à ce stade", a-t-il déclaré.

Selon Human Rights Watch, Noxolo Nogwaza a été frappée à plusieurs reprises avec des tessons de verre, et abandonnée défigurée dans une ruelle. Une bouteille de bière, un gros caillou et des préservatifs usagés ont été retrouvés sur et à proximité de son corps.

La police n'a procédé à aucune arrestation.

La violence dont sont victimes les lesbiennes est un problème récurrent en Afrique du Sud, dont la législation progressiste en matière de droits des homosexuels coexiste difficilement avec une forte homophobie.

Les militants disent que les lesbiennes sont souvent victimes de "viols de correction", des relations sexuelles forcées avec un homme destinées à "guérir" leur sexualité.

Une étude de 2008 a révélé que 86% des lesbiennes noires de la province du Cap occidental (sud-ouest) vivaient dans la crainte d'une agression sexuelle, dans un pays qui voit environ 500.000 viols par an.

Le corps de Noxolo Nogwaza a été retrouvé dans le township où Eudy Simelane, une ancienne milieu de terrain de l'équipe nationale féminine de football, a été violée et assassinée en 2008.

"Les deux s'assumaient comme lesbiennes, les deux ont été torturées et agressées sexuellement avant d'être tuées, et les corps des deux ont été jetés dans les lieux publics", a relevé Human Rights Watch.

Des études officielles menées en 2009 et 2010 ont montré qu'un homme sud-africain sur quatre avait admis avoir commis un viol, la proportion atteignant un sur trois dans le Gauteng, la province où sont situées Johannesburg, Pretoria et le township de Kwa Thema où les deux femmes ont été attaquées.